Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

51 | 2015

Atlantique ibérique et migrations après les
indépendances américaines

Migrant-e-s entre deux empires. Journaliers agricoles espagnols à Cuba et en Algérie dans les années 1880-1890

*Migrants between two Empires. Spanish Day Labourers in Cuba and Algeria in
the 1880s and 1890s*

*MigrantInnen zwischen zwei Reichen. Spanische Tagelöhner in Kuba und
Algerien in den 1880er und 1890er Jahren*

Jeanne Moisand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4925>

DOI : 10.4000/rh19.4925

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2015

Pagination : 89-106

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Jeanne Moisand, « Migrant-e-s entre deux empires. Journaliers agricoles espagnols à Cuba et en
Algérie dans les années 1880-1890 », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 51 | 2015, mis en ligne le
01 décembre 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4925> ; DOI :
10.4000/rh19.4925

JEANNE MOISAND

Migrant-e-s entre deux empires. Journaliers agricoles espagnols à Cuba et en Algérie dans les années 1880-1890

En juin 1881, des dizaines de travailleurs agricoles espagnols furent tués par des insurgés musulmans près de Saida, dans le Sud-Oranais¹. L'événement occupa durablement les premières colonnes de la presse espagnole : des discours indignés s'en prirent d'abord aux violences infligées à des compatriotes, puis aux conditions de travail très dures de ces journaliers, et enfin à l'apathie des autorités françaises et espagnoles. Lors de ce débat, l'émigration accéda au rang de problème national en Espagne. Les élites étatiques et intellectuelles évoquèrent les pertes que les migrations vers l'Algérie, l'Argentine ou le Brésil faisaient subir à la patrie. Elles dénoncèrent les mauvais traitements subis selon elles par les migrants, et proposèrent de les canaliser vers les colonies espagnoles, en particulier vers Cuba, où plusieurs programmes de colonisation agricole et militaire voyaient le jour². En Algérie, les événements de Saida ne changèrent pas grand-chose à l'accueil peu amène fait aux migrants espagnols : il ne fut pas question un instant de mettre en place des dispositifs comparables à ceux qui existaient pour prendre soin des Français ou d'autres catégories de migrants européens, comme les Allemands, qui satisfaisaient mieux aux critères français du bon colon³. D'un côté comme de l'autre, la France et l'Espagne entendaient donc favoriser leurs nationaux parmi les migrants européens qui arrivaient dans leurs colonies. Malgré cela, dans les années 1880, le choix des migrants espagnols continuait à se diriger presque autant vers l'Algérie que vers Cuba.

Cet article s'interroge sur ce que ces migrations parallèles révèlent du rapport de certains milieux populaires européens aux empires au cours des

1. Juan B. Vilar, *Los Españoles en la Argelia francesa, 1830-1914*, Madrid, Centro de Estudios Históricos, 1989, p. 63 et sq., et « Quelques conséquences en Espagne du soulèvement algérien de 1881 (dans les courants migratoires hispano-algériens et dans les relations hispano-françaises) », *Mélanges de la Casa de Velázquez*, tome 19, 1983, p. 275-291.

Je remercie pour leurs précieux conseils Josep M. Fradera, Albert Garcia Balañà, José C. Moya, Sylvie Thenault, Hugo Vermeren, ainsi que la rédaction de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*.

2. Cristóbal Botella, *El Problema de La Emigración*, Madrid, Tip. Huérfanos, 1888.

3. Hugo Vermeren, « Les migrations françaises et européennes vers l'Algérie au début de la III^e République », in Abderrahmane Bouchène et al. [dir.], *Histoire de l'Algérie la période coloniale*, Paris, La Découverte, 2013, p. 194-200.

années 1880 et 1890. En pleine époque d'accélération des conquêtes coloniales et d'affirmation d'un impérialisme agressif, l'expérience populaire des empires, notamment chez les migrants européens les plus pauvres, semble contredire en partie les projets et les discours des élites impériales. Malgré les préconisations de ces dernières, les migrants espagnols continuaient à se diriger vers une colonie étrangère en nombre comparable à ceux qui s'orientaient vers une colonie nationale. Cela signifiait-il qu'ils ne tiraient aucun bénéfice supplémentaire de leur nationalité en migrant vers la colonie d'un empire dont ils étaient les citoyens, ou alors que ces bénéfices ne compensaient pas le plus grand éloignement géographique de Cuba ? Était-ce que les liens anciens entre l'Oranie et l'Espagne faisaient de ce département français un territoire familier, considéré comme espagnol par ces migrants ? Suffisait-il d'être européen ou blanc pour tirer profit d'une migration agricole dans un territoire colonial ? Cet article présente les questions qu'une comparaison du sort des migrants espagnols à Cuba et en Algérie fait surgir : il s'interroge sur les bénéfices que ces derniers tiraient de leur statut de national ou d'européen dans les colonies, et sur les difficultés qu'ils affrontaient malgré ces statuts. Il ne peut en aucun cas prétendre présenter les résultats d'une recherche aboutie : il s'agit plutôt d'un texte programmatique qui utilise cette comparaison pour ouvrir des pistes. La méthode employée consiste avant tout à confronter des historiographies qui s'ignorent⁴, et à chercher des sources complémentaires qui restent partielles. De nombreux travaux ont été consacrés aux mobilités espagnoles vers l'Algérie ou vers Cuba, notamment dans les très riches histoires régionales de l'Espagne⁵, qui permettent de tenter cette confrontation. Outre leur cloisonnement régional, ces travaux restent mal connus en France, et leurs résultats n'ont guère été repris par les récits plus généraux des histoires coloniales européennes, et encore moins mondiales du XIX^e siècle⁶. Il s'agit donc ici de poser les bases de ce qu'une histoire croisée de ces migrants

4. Pour une comparaison entre les empires espagnol, français, britannique et américain cf. Josep M. Fradera, *La Nación imperial, 1750-1918*, Barcelona, Edhasa, 2015.

5. Sur les migrations vers l'Algérie, outre les travaux de Juan-B. Vilar, cf. José F. Bonmatí, *La emigración alicantina a Argelia: siglo XIX y primer tercio del siglo XX*, Univ. Alicante, 1989 ; Christian Flores, *Le Voleur d'huile : l'Espagne dans l'Oranie française, 1830-1962*, Montpellier, Africa nostra, 1988 ; Jean-Jacques Jordi, *Les Espagnols en Oranie, 1830-1914*, Montpellier, Africa Nostra, 1986. Sur le cas tunisien : Julia A. Clancy-Smith, *Mediterraneans: North Africa and Europe in a Age of Migration c. 1800-1900*, Berkeley, University of California Press, 2011. Sur les migrations vers Cuba : Laird W. Bergard, 'Spanish Migration to Cuba in the Nineteenth Century', *Anales del Caribe*, 4-5, 1984-1985, p. 174-204 ; Alejandro de la Fuente, *Una Nación para todos. Raza, desigualdad y política en Cuba, 1900-2000*, Madrid, Colibrí, 2000 ; Jordi Maluquer de Motes, *Nación e inmigración : los Españoles en Cuba, siglos XIX-XX*, Gijón, Júcar, 1992 ; Manuel Moreno Fragnals, José Moreno Maso et Guerra, *Migración y muerte. El Ejército español en Cuba como vía migratoria*, Madrid, Júcar, 1993 ; Consuelo Naranjo, « La población española en Cuba, 1880-1953 », in Consuelo Naranjo et Tomas Mallo [dir.], *Cuba, la perla de las Antillas*, Madrid, Doce Calles, 1994, p. 121-136 ; Consuelo Naranjo et Armando García, *Racismo e inmigración en Cuba en el siglo XIX*, Madrid, CSIC, 1996 ; César Yáñez, *Saltar con red: la temprana emigración catalana a América, ca. 1830-1870*, Madrid, Alianza Ed., 1996.

6. Une exception avec José C. Moya, 'Cuba: Immigration and Emigration', in Immanuel Ness (ed.), *The Encyclopedia of Global Human Migration*, Oxford, Wiley-Blackwell, 2013. L'histoire comparée des migrations européennes a privilégié les travailleurs urbains, cf. Klaus J. Bade, *L'Europe en mouvement : la migration de la fin du XVIII^e siècle à nos jours*, Paris, Seuil, 2002. C'est moins le

entre deux colonies pourrait nous apprendre, à la fois sur la transformation des empires dans les années 1880, sur la mondialisation du marché du travail agricole⁷, et sur la manière dont des hommes et des femmes liés à leurs terroirs se sont adaptés comme ils pouvaient à ces changements en franchissant les mers pour aller travailler.

*

POLITIQUES ET FLUX MIGRATOIRES CROISÉS

Le 11 juin 1881, des milliers de journaliers espagnols récoltaient l'alfa à Khalfalla lorsqu'ils furent attaqués par les troupes de Bou-'Amâma, qui menait depuis le mois de mai une insurrection dans le Sud Oranais⁸. Cette attaque fit près de deux-cent victimes parmi les Espagnols, morts ou disparus⁹. Un mois plus tard, le ministre du *Fomento* (Travaux publics et éducation) fit créer une « commission pour étudier les moyens de contenir l'émigration »¹⁰ qui encouragea la fondation de plusieurs organismes officiels¹¹. Des dizaines de projets de colonisation virent le jour, orientés soit vers des zones dépeuplées de l'intérieur de l'Espagne¹², soit vers les colonies : Cuba, l'épicentre de l'empire espagnol, devait en particulier capter les bras qui ne trouvaient pas à s'employer en péninsule¹³.

L'onde de choc de Saida vint conforter une dynamique tout aussi puissante venue de la Perle des Antilles, où les travailleurs espagnols étaient réclamés par les planteurs et par les autorités coloniales. Pendant la guerre des Dix ans (1868-78, la première des trois guerres d'indépendance cubaine), le gouvernement impérial avait déjà imaginé « fidéliser » (*fidelizar*) l'île en favorisant le peuplement espagnol. De leur côté, les planteurs se préoccupaient de l'épuisement de leur main d'œuvre : la traite des esclaves et l'importation des *coolies* chinois avaient été respectivement interdites en 1865 et en 1874, et la

cas pour les migrations coloniales, cf. Pierre Singaravélou, « Des empires en mouvement? », in Pierre Singaravélou [dir.], *Les Empires coloniaux, XIX^e-XX^e siècle*, Paris, Point Seuil, 2013, p. 125-169.

7. Cf. Marcel Van der Linden, « Enjeux pour une histoire internationale du travail », *Le Mouvement Social*, 2012/4, p. 3-29.

8. Charles-Robert Ageron, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919)*, Paris, PUF, 1968, p. 62 et sq. ; Luis de Calatrava, *Oran, origènes del desastre de Saida*, Madrid, Tip. Guttenberg, 1881, p. 7.

9. À l'issue des négociations sur les indemnités, la France reconnut 193 morts et disparus, là où les autorités espagnoles en comptaient le double : cf. Juan B. Vilar, « Quelques... », *loc. cit.*

10. Juan B. Vilar, *Los Españoles...*, *op. cit.* ; *Memoria de la Comisión especial para estudiar los medios de contener en lo posible la emigración por medio del desarrollo del trabajo*, Madrid, Imp. "El Correo", 1882, p. 1.

11. Le 6 mai 1882 furent créés par décrets un bureau de l'émigration au sein de l'Institut géographique et statistique, et une section chargée des questions d'émigration au sein de la Direction de l'Agriculture. cf. Instituto de reformas sociales, *La emigración. Información legislativa y bibliográfica de la sección primera técnico administrativa*, Madrid, Imp. Suc. de M. Minuesa, 1905, p. 32.

12. *Emigración y colonización*, Madrid, Imp. Lucas Polo, 1881.

13. *Estadística de la emigración e inmigración de España en el período de 1891-1895*, 1898, Madrid, Dir. Gral Inst. Geogr y Estad., p. 52.

paix de Zanjón (1878) avait confirmé la fin prochaine de l'esclavage (aboli par étapes jusqu'en 1886). Les migrants espagnols se présentaient comme une alternative. Les plans de colonisation militaire et civile se multiplièrent à cette époque, s'appuyant sur un décret de 1877 qui ordonnait la distribution de terres publiques aux soldats licenciés¹⁴. Mais cette politique de colonisation ne bénéficia que marginalement aux militaires espagnols et fut davantage utilisée pour acheter la paix sociale dans l'*Oriente*, l'Est cubain moteur de l'insurrection, en donnant des terres aux créoles « loyaux »¹⁵. D'autres mesures pour canaliser l'émigration vers l'empire eurent davantage d'impact. Une loi de 1883 autorisa l'embarquement pour les colonies de tout adulte muni seulement d'une cédula personnelle¹⁶. En 1886, il fut décidé par décret de payer leurs billets aux familles espagnoles aptes au travail agricole et répondant à l'appel des « Sociétés protectrices de l'immigration » cubaines, des organismes proches des planteurs¹⁷. En 1891, la « Société de protection du travail espagnol dans les possessions d'outre-mer », créée par les planteurs, s'engagea à financer le voyage des journaliers espagnols souhaitant passer à Cuba si l'État subventionnait 30 pesos par adulte. En 1892, elle fit venir 4 000 journaliers dans ces conditions, 15 % du total annuel des voyageurs vers Cuba¹⁸.

De leur côté, les autorités françaises cherchaient à détourner les journaliers espagnols de l'Algérie. Depuis des décennies, elles tentaient d'attirer des colons allemands, suisses ou alsaciens¹⁹. L'échec de ces initiatives avait conduit à accueillir par défaut la main d'œuvre espagnole, sans pour autant encourager son arrivée. Au moment du drame de Saida, les polémiques se multipliaient en Algérie sur l'importance de l'élément étranger, tout particulièrement dans le département d'Oran où les Espagnols étaient plus nombreux que les Français²⁰. Ils fournissaient certes de la main-d'œuvre mais concurrençaient les ouvriers français par leurs bas salaires. On estimait aussi qu'ils prenaient trop de place dans la vie politique locale grâce aux représentants municipaux des étrangers (supprimés en 1884), et que leur faible

14. Ada Ferrer, *La Guerre d'indépendance cubaine : insurrection et émancipation à Cuba (1868-1898)*, (Chapell Hill, 1999), Paris, Perséides, 2010 ; Consuelo Naranjo, Armando García, *Racismo...*, *op. cit.*

15. Imilcy Balboa, *Los Brazos necesarios, inmigración, colonización y trabajo libre en Cuba, 1878-1898*, Valencia, UNED, 2000.

16. César Yáñez, « Legislación migratoria y captación de mano de obra para el azúcar cubano. Del régimen colonial a la República », *Estudios Migratorios Latinoamericanos*, volume 18, n° 53, 2004, p. 75-95, ici p. 88.

17. Jordi Maluquer, *Nación...*, *op. cit.*, p. 48.

18. Julio Hernández, *La Emigración de las islas canarias en el siglo XIX*, Las Palmas, Cabildo insular de G. Canaria, p. 394-395 ; Imilcy Balboa, *Los Brazos...*, *op. cit.*, p. 227-229.

19. Jennifer Sessions, « Le paradoxe des émigrants indésirables pendant la monarchie de Juillet, ou les origines de l'émigration assistée vers l'Algérie », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2010/2, p. 63-80. Emile Temine, « La migration européenne en Algérie au XIX^e siècle : migration organisée ou migration tolérée », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 43, 1987, p. 31-45.

20. En 1886, 92 290 Espagnols furent recensés dans le département d'Oran contre 79 661 Français : d'après Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*, p. 30.

recours à la naturalisation témoignait de leur manque d'attachement à la France²¹.

À ce discours de rejet, la politique coloniale officielle opposa une stratégie d'assimilation visant à fonder une nouvelle « race » de Français d'Algérie utile pour le rayonnement français en Afrique²². Suite à l'adoption du code de nationalité en 1889, les enfants d'Espagnols nés en Algérie furent désormais enregistrés comme Français soit à leur naissance (lorsque leurs parents étaient nés en Algérie), soit à leur majorité (lorsque ces derniers étaient nés à l'étranger)²³. En parallèle cependant, les obstacles administratifs à l'accueil de nouveaux arrivants espagnols se multiplièrent : en juillet 1875 par exemple, une circulaire préfectorale demandait que tous les Espagnols « sans aveu souvent sans papiers ou porteurs de faux titres de voyage, qui se répandent sur tout le territoire pour y exploiter clandestinement l'alfa, le tan, y faire du charbon ou y vivre de braconnage soient rigoureusement poursuivis »²⁴. Au début du XX^e siècle, pour faire venir des saisonniers d'Espagne, tout colon français devait demander une autorisation au consul et envoyer un contrat de travail d'au moins trois mois²⁵.

Dans quelle mesure ces politiques migratoires respectivement incitatives et répulsives furent-elles efficaces ? Les États impériaux se dotèrent des instruments statistiques nécessaires pour le savoir. Entre les années 1860 et 1900, les effectifs d'Espagnols recensés à Cuba et en Algérie s'avèrent comparables, même si ces effectifs varient non seulement selon les flux de migrants, mais aussi selon les législations et des modes de décompte. En Algérie, la loi de 1889 eut par exemple pour effet de supprimer de la catégorie des Espagnols leurs enfants nés dans la colonie, dès leur naissance ou à leur majorité. À Cuba, où les enfants d'Espagnols avaient toujours été considérés comme créoles, les recenseurs cessèrent de compter à part les citoyens espagnols nés en Péninsule après 1862. Les décomptes des natifs de la métropole résidant à Cuba entre 1862 et 1899 (date du recensement américain appliqué à une démographie cubaine bouleversée par la dernière Guerre d'Indépendance) s'appuient donc sur de simples évaluations. Malgré ces biais, le tableau 1 permet d'apprécier le poids des deux communautés de migrants, relativement stable à Cuba (après une forte croissance de 1840 à 1860) et en croissance

21. Ernest Mercier, *L'Algérie et les questions algériennes. Etude historique, statistique et économique*, Paris, Challamel éd., 1883, p. 123 et sq. ; Paul Leroy Beaulieu, *L'Algérie et la Tunisie*, Paris, Libr. Guillaumin et cie, 1887, p. 45-53 ; Juan B. Vilar, *Los Españoles...*, op. cit., p. 153. Sur les naturalisations de musulmans en Algérie, cf. Laure Blévis, « La citoyenneté française au miroir de la colonisation », *Genèses*, 2003/4, n° 53, p. 25-47. Sur les stratégies de recours à la naturalisation des Européens d'Algérie, cf. Hugo Vermeren, « Des "hermaphrodites de la nationalité" ? Colonisation maritime en Algérie et naturalisation des marins-pêcheurs italiens de Bône (Annaba) des années 1860 à 1914 », *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, mai 2015, n° 137, p. 135-154.

22. Paul Leroy Beaulieu, *L'Algérie...*, op. cit., p. 47.

23. Patrick Weil, *Qu'est-ce qu'un Français ?*, Folio histoire, Paris, Gallimard, 2004, p. 337 et sq.

24. Archivo General de la Administración (AGA), Asuntos Exteriores, 66/4124, lettre circulaire du préfet d'Oran, 17 juillet 1875.

25. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, op. cit., p. 105.

rapide en Algérie jusqu'aux années 1880. Comptant pour près d'un tiers de la population européenne d'Algérie avant la nouvelle loi de 1889, les Espagnols originaires de métropole semblaient bien plus minoritaires (entre 12 et 15 %) parmi les Blancs à Cuba. La situation s'inverse en revanche si l'on prend en compte l'ensemble de la population : les Espagnols représentaient plus de 8 % de la population totale de Cuba, contre 2 à 4 % de celle de l'Algérie.

Tableau 1 : Résidents espagnols en Algérie et à Cuba (1860-1899)

Résidents :
- espagnols en Algérie
- nés en métropole à Cuba

		Années 1860	1876-77	1886-87	1896-1899
Algérie	Total Espagnols ¹	58 510 ⁽²⁾	94 038 ⁽²⁾	142 493 ⁽²⁾	158 071 ⁽²⁾
	% pop. « européenne ² »	24,8 % ⁽²⁾	24 % ⁽²⁾	29 %	25,5 %
	% pop. totale ³	2 % ⁽²⁾	3,2 % ⁽²⁾	3,8 % ⁽²⁾	3,6 % ⁽²⁾
Cuba	Total nés en métropole	116 114 ⁽¹⁾	-	Évalué à 140 000 ⁽³⁾	129 240 ⁽⁵⁾
	% pop. « blanche ⁴ »	15,3 % ⁽³⁾		12,7 % ⁽⁴⁾	12,3 % ⁽⁵⁾
	% pop. totale ⁵	8,5 % ⁽³⁾		8,6 % ⁽⁴⁾	8,2 % ⁽⁵⁾

Notes :

1. Après 1889, cf. note 23.

2. Après 1871, cela incluait les juifs d'Algérie naturalisés français.

3. Les recensements des populations musulmanes présentaient de nombreux biais : cf. Kateb Kamel, « La statistique coloniale en Algérie (1830-1862) », INSEE, *Courrier des statistiques*, n° 112, 2004, http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/cs112b.pdf ; Mathieu Aguilera, « Les administrateurs comme agents de la catégorisation des sociétés coloniales. Pratiques et usages des recensements de population », à paraître.

4. La catégorie « Blancs » incluait les Chinois dans les cens espagnols.

5. Trois guerres ont fait de nombreuses pertes en 1868-78, 1879, puis 1893-95.

Sources :

(1) Manuel Moreno Friginals, José Moreno Masó, « Análisis comparativo de las principales corrientes inmigratorias españolas hacia Cuba, 1864-1898 », *IX Coloquio de historia canario-americana*, 1990, volume 1, 1992, p. 479-510.

(2) Juan B. Vilar, *Los españoles...*, op. cit., p. 109, p. 203 : recensements de 1866, 1876, 1886, 1896.

(3) Jordi Maluquer, *Nación...*, op. cit., p. 35, p. 47 : recensements de 1862, 1877.

(4) *Censo de la población de España, según el empadronamiento hecho en 1887*, Madrid, Imp. Dir Gral del Instituto Geogr y Estad, 1891, tome 1, P. XXXII.

(4) US War Dept, Cuban census office, *Report on the Census of Cuba*, Washington, Govt print. Off., 1900, p. 220.

A partir de 1882, les départs et les arrivées d'Espagnols par les ports de métropole furent eux aussi recensés. Ces statistiques de l'émigration révèlent la forte propension des migrants espagnols à partir vers les colonies, à l'inverse des autres migrants européens²⁶. Les deux tiers des départs s'orientent alors chaque année vers l'Algérie et Cuba²⁷. Les départs vers l'Algérie continuent à croître mais ils s'accompagnent d'un nombre presque équivalent de retours, qui surpasse même celui des allers après 1892. Ne tenant pas compte

26. Pierre Singaravélou, « Des empires... », loc. cit., p. 129.

27. *Estadística de la emigración*, op. cit., 1898, p. 14.

des nombreux voyages clandestins²⁸, ces statistiques sous-estiment probablement les mobilités hispano-algériennes. Cuba suscitait quant à elle plus de 20 000 départs en 1882, un chiffre comparable avec l'Algérie, et 30 000 au début des années 1890. Le nombre plus faible de retours témoigne d'une proportion d'installations supérieure à celle qui prévalait en Algérie.

La part des agriculteurs (journaliers pour la plupart) parmi ces voyageurs est plus réduite dans les migrations vers Cuba que vers l'Algérie (respectivement 52 % et 84 % en 1886²⁹). Elle reste cependant majoritaire dans les deux cas. À Cuba, l'attractivité du salariat agricole est rendue visible par l'interdépendance entre ces flux et les cours mondiaux du sucre : après l'effondrement de ces derniers en 1884, les retours vers l'Espagne en 1885 furent plus nombreux que les allers. La reprise sucrière des années suivantes accompagna celle des migrations³⁰. Les variations mensuelles des arrivées et des départs furent repérées par les statisticiens espagnols dès 1891 : tant en Algérie qu'à Cuba, les migrants arrivaient en masse à l'automne puis repartaient au printemps, suivant un calendrier agricole mondialisé³¹. Selon Albert García Balaña, l'empire espagnol d'après la guerre des Dix ans s'opposait à l'empire britannique en ce qu'il attirait les travailleurs les moins qualifiés de métropole, les autres (artisans ou commerçants) se dirigeant de préférence vers l'Argentine³². José C. Moya confirme tout en nuancant ce jugement : tant à Cuba qu'en Argentine, une partie des migrants espagnols occupait des positions sociales basses mais l'ensemble du groupe se caractérisait avant tout par sa diversité, et par des niveaux d'alphabétisation supérieurs à ceux des Italo-Argentins ou des Afro-Cubains³³. Les migrants espagnols vers l'Algérie semblaient en revanche constituer un groupe plus homogène de non-qualifiés.

28. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*, p. 20, sur les nombreux allers retours en balancelles, petits navires de pêche et de contrebande.

29. Juan B. Vilar, *op. cit.*, p. 350 ; L. W. Bergard, *loc. cit.*, p. 194.

30. L. W. Bergard, *loc. cit.*, p. 192.

31. L'activité augmentait dans tous les secteurs pendant la *zafra*, cf. Maluquer de Motes, *op. cit.*, p. 55 et les salaires des journaliers augmentaient, cf. *Report on the Cuban Census*, p. 551.

32. Albert García Balaña, 'The Empire Is No Longer a Social Unit', in A. McCoy *et al.* [dir.], *Endless Empire: Spain's Retreat, Europe's Eclipse, American Decline*, Madison, Univ. of Wisconsin Press, 2012, p. 97.

33. José C. Moya, 'Spanish Migration to Cuba and Argentina', in Samuel L. Baily et Eduardo Miguez [dir.], *Mass Migration in Modern Latin America*, Wilmington, Scholarly Resources, 2002, p. 9-28, ici p. 24.

Allers et retours annuels de migrants espagnols vers l'Algérie (1882-1894)

Sources : *Estadística de la emigración e inmigración de España en los años de 1882 a 1890*, Madrid, Imp. Dir. Gral Inst. Geogr. y Estad., 1891, p. 76, p. 580-81

Allers et retours annuels de civils espagnols vers Cuba (1882-1894)

Sources : *Estadística de la emigración e inmigración de España en los años de 1891 a 1895*, Madrid, Imp. Dir. Gral Inst. Geogr. y Estad., 1898, p. 30, p. 54.

DES FORMES DE RECRUTEMENT COMPARABLES

Les statistiques de l'époque permettent aussi de mesurer les différences régionales au sein de l'émigration espagnole vers les colonies. Au cours des années 1830 à 1870, l'émigration vers Cuba était dominée par une diaspora commerciale catalane, secondée dans les petits métiers des villes par les Asturiens et les Galiciens. Les Canariens, à eux seuls près de la moitié des migrants espagnols à Cuba en 1859, s'installaient davantage sur de petites propriétés rurales pour exploiter en famille le tabac, le café ou le bétail et fonder des lignées de *guajiros*, l'archétype de la famille paysanne cubaine³⁴. En parallèle à ces migrations civiles, le service militaire se présentait comme une voie

34. César Yañez, *Salta...*, op. cit. ; Jordi Maluquer, *Nacion...*, op. cit., p. 66.

migratoire efficace et massive. Parmi les 210 000 soldats espagnols envoyés à Cuba entre 1868 et 1880, un tiers serait resté sur place, s'employant sur les plantations de l'Ouest ou du Centre comme salariés agricoles³⁵. L'émigration vers l'Algérie apparaissait moins diversifiée dans ses origines régionales et sociales : aux pêcheurs et aux marins des Baléares des débuts de la conquête succédèrent après les années 1860 les travailleurs agricoles d'Alicante (Levant catalanophone), et en moindre nombre de Murcie et d'Almería. La possibilité de devenir colon était alors réelle³⁶. Avec la massification des arrivées dans les années 1860 et 1870, des milliers de journaliers saisonniers se dirigèrent vers la région d'Oran, la plus proche et la plus familière. En 1881, le drame de Saida révéla l'ampleur de ces mobilités silencieuses au public espagnol.

Suite à ce drame, les autorités consulaires espagnoles dénoncèrent les conditions proches de l'engagisme dans lesquelles travaillaient selon elles les journaliers. La Compagnie franco-algérienne, qui avait obtenu d'exploiter 300 000 hectares de terrain dans le Sud-Oranais contre la promesse de construire une voie de chemin de fer entre Saida et Arzew, aurait envoyé des recruteurs dans les campagnes les plus pauvres d'Almería. Ces agents auraient avancé les dépenses de transport contre l'engagement des travailleurs à les rembourser sur leurs premières payes et auraient échangé leurs documents contre un livret ouvrier français, rendant leur retour difficile³⁷. Cette mise en accusation des intermédiaires de migrations n'avait rien de spécifique au contexte algérien : elle était centrale dans le débat mondial sur les migrations « libres »³⁸.

Contrairement à ce scénario cependant, les journaliers espagnols à Saida n'étaient pas employés directement par la Compagnie franco-algérienne mais par des sous-concessionnaires espagnols³⁹, qui recrutaient probablement eux-mêmes leurs ouvriers en Espagne. Dans leurs dépositions au consul d'Oran, les journaliers de Saida évoquaient systématiquement les membres de leur famille avec lesquels ils vivaient et travaillaient sur le chantier avant l'attaque, rendant visible l'organisation familiale de leur recrutement. Lorsqu'elle fut délivrée, une Espagnole faite prisonnière par les troupes de Bou-'Amâma raconta par exemple qu'« elle ignor[ait] ce qu'[était] devenu son frère nommé Francisco Gorras, qui était, comme elle et son mari, employé dans le chan-

35. Manuel Moreno et José Moreno, *op. cit.*, p. 97 et sq.

36. Vizconde de Campo-Grande, «Saida», *Revista contemporánea*, tome XXXV, volume IV, 30 oct. 1881, p. 385-408, ici p. 389.

37. Miguel López Martínez, *Informe sobre la emigración*, Madrid, Imp. Lucas Polo, 1881, p. 35 et sq. ; Juan B. Vilar, *Aproximación a la Oribuela contemporánea, Selección de textos*, tome V, volume II, Caja de Ahorros de Alicante y Murcia, 1982, p. 577-578 ; Bonmatí Antón J. E., *op. cit.*, p. 58-59.

38. Adam McKeown, 'How the Box became Black: Brokers and the Creation of the "Free" Migrant', *Pacific Affairs*, 85, 2012, p. 21-46. Sur les débats sur l'engagisme en Algérie, cf. Claire Fredj, « Des coolies pour l'Algérie ? L'Afrique du Nord et le travail engagé (1856-1871) », à paraître (je remercie Claire Fredj de m'avoir envoyé son article).

39. AGA, AE, 66/4124 : le dossier du consulat d'Oran sur Saida mentionne les chantiers de deux Espagnols, Fuentès et Campillo, « entrepreneurs pour le compte de la compagnie franco-algérienne ».

tier Campillo». Les liens de parenté et la récurrence de certaines localités d'origine apparaissent aussi dans les listes des passagers aidés par le consul à réembarquer pour l'Espagne⁴⁰. Qu'un système d'avance du prix (modeste) des billets ait existé ou non à Saida, les travailleurs semblaient avant tout organisés en Espagne selon des formes locales et familiales de travail collectif. Selon J.-J. Jordi, les journaliers espagnols d'Algérie opéraient souvent par équipe (*cuadrillas*) sous l'autorité d'un *capataz* issu de leurs rangs⁴¹, des formes d'« organisation corporative » du travail saisonnier que l'on retrouve en 1903 dans l'enquête sociale menée par Rafael Altamira sur les campagnes d'Alicante. Dans la plupart des villages de la région se formaient chaque année des équipes de journaliers, souvent petits propriétaires (la micro-propriété dominait dans les zones irriguées de la *huerta* d'Alicante), qui partaient annuellement vers la Manche, l'Andalousie, l'Aragon ou l'Algérie⁴². La continuité entre les migrations saisonnières internes aux campagnes espagnoles et celles qui s'orientaient vers l'Algérie fut aussi soulignée par les élites locales interrogées dans le cadre de l'enquête ministérielle de 1882 sur l'émigration : directeurs de corporations économiques, hommes d'église et ingénieurs soulignèrent l'existence et le déclin récent de courants de migrations saisonnières du Levant ou d'Almeria vers l'Andalousie intérieure, une région sillonnée de montagnes peu aménagées. L'Oranie, accessible depuis les littoraux en dix à douze heures de bateau pour un prix réduit⁴³ et où les possibilités d'emploi agricole s'accroissaient, se présentait comme une destination de substitution idéale.

Ces systèmes opéraient aussi à Cuba : si les travailleurs tendaient à s'installer plus longtemps qu'en Algérie, la rotation entre métropole et colonie s'accéléra au cours de la période. Les régions de départ des migrants déterminaient en grande partie leur destination sur l'île et les emplois qu'ils privilégiaient à l'arrivée. En 1884-85, les Asturiens et les Cantabres, qui représentaient 25 % des voyageurs espagnols vers Cuba, s'établissaient volontiers dans les métiers ouvriers des villes. Les Galiciens (19,5 %) et les Canariens (20,9 %)⁴⁴ s'orientaient en revanche en grande partie vers les campagnes où les attendaient leurs proches. L'efficacité de la chaîne migratoire permit par exemple à des dizaines de journaliers au sein d'un même village des Canaries, celui de Taraconte, de partir successivement vers Cuba entre 1878 et 1885⁴⁵.

40. *Idem*, Lettre de l'état major d'Oran au Consul, datée du 15 août 1881, (au sujet de prisonniers espagnols délivrés. Ici María Gorras).

41. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*, p. 103.

42. Rafael Altamira, *Derecho consuetudinario y economía popular de la provincia de Alicante*, Alicante, Diputación provincial, (1903), 1985, p. 42 *et sq.*

43. «Interrogatorio», *Memoria de la Comisión especial para estudiar los medios de contener en lo posible la emigración por medio del desarrollo del trabajo*, Madrid, Imp. El Correo, 1882, p. 15 *et sq.*

44. *Estadística de la emigración e inmigración de España en el período de 1882-1890*, Madrid, Dir. Gral Inst. Geogr y Estad., 1891, p. 79.

45. Inmaculada Martínez y Gálvez et Valentin Medina Rodríguez, «Emigración del municipio de Tacoronte a Cuba (1877-1885)», *IX Coloquio de historia canario-americano*, Las Palmas, Cabildo insular de Gran Canaria, 1990, p. 578-592.

Malgré le poids évident de ces organisations familiales et locales, la littérature sur l'émigration espagnole vers Cuba insiste bien davantage sur la contrainte que sur l'auto-organisation des migrants. En 1878, l'« Association canarienne de bienfaisance et de protection agricole » (fondée en 1872) révéla les conditions iniques des contrats signés par 500 travailleurs canariens, engagés par un grand planteur et par son représentant aux Canaries, avec la complicité du gouverneur civil des Canaries et des planteurs (*Círculo de hacendados*)⁴⁶. Des programmes similaires étaient régulièrement élaborés depuis les années 1840, mais ils dépassaient rarement le stade de projet. Les Espagnols effectivement emmenés à Cuba sous contrats se révoltèrent, prirent la fuite ou furent libérés suite aux scandales suscités par la presse⁴⁷. Malgré la rareté de ces engagés, l'historiographie leur a consacré une place centrale et compare tous les salariés espagnols à Cuba à des « esclaves blancs »⁴⁸. De fait, après la guerre des Dix ans, les Espagnols furent souvent employés dans les plantations post-esclavagistes aux côtés des anciens esclaves : ils y dormaient parfois dans les mêmes *barracones*, ces cabanes collectives sans intimité ni hygiène⁴⁹, mais leur condition juridique et sociale différait malgré tout fortement de celle d'esclaves ou d'engagés⁵⁰.

SUR LE FRONT MILITAIRE DE LA COLONISATION

Les migrations espagnoles vers Cuba et vers l'Algérie n'étaient ni purement spontanées (comme on le dit souvent pour l'Algérie), ni totalement encadrées par les États ou les planteurs (comme on le dit pour Cuba). Ces derniers cherchaient cependant à capter ces flux de main d'œuvre, comme le montre le cas d'une entreprise agricole cubaine. Au moment du drame de Saida, des capitaux français et espagnols s'orientaient vers la Baie de Nipe sur la côte Nord-Est de Cuba, en vue de profiter de la route commerciale ouverte par le canal de Panama. Le chantier devait s'ouvrir au cœur de l'*Oriente* cubain près du village de Mayarí, sur 75 726 hectares appartenant au député

46. Julio Hernández, *La Emigración...*, op. cit., p. 451 et sq. ; Inmilcy Balboa, *Los Brazos...*, op. cit., p. 134 et sq.

47. María del C. Barcia, « Otra vuelta de tuerca a los Gallegos de Feijóo », in Pilar Cagio et Sergio Guerra [dir.], *De raíz profunda. Galicia y lo gallego en Cuba*, Santiago de Compostela, Univ. Santiago, 2007, p. 13-39 ; C. Naranjo, A. García, *Racismo...*, op. cit., p. 107.

48. Xan Fraga, *Emigración e historia contemporánea, Galiza-Cuba, A Coruña*, Asoc. Socio-Pedagógica Galega, 1994, p. 25 et sq. ; Manuel de Paz, *La Esclavitud blanca: contribución a la historia del inmigrante canario en América, siglo XIX*, La Laguna, Cent. cult. pop. canaria, 1992 ; Manuel Hernández, *La Emigración canaria a América, Tenerife*, Cent. cult. pop. canaria, 2005.

49. Miguel Barnet, *Esclave à Cuba. Biographie d'un cimarron du colonialisme à l'indépendance*, Paris, Gallimard, 1967, p. 65 et sq. Rebecca Scott, 'Race, Labor and Citizenship in Cuba: a view from the Sugar District of Cienfuegos', *Hispanic American Historical Review*, novembre 1998, volume 78, Issue 4, p. 687-728.

50. Sur ces débats cf. Alessandro Stanziani, « Travail, droits et immigration. Une comparaison entre l'île Maurice et l'île de La Réunion, années 1840-1880 », *Le Mouvement Social*, 2012/4, n° 241, p. 47-64.

Joaquín González Estéfani et au sénateur León Crespo de la Serna. Ce dernier, l'un des plus riches planteurs de la grande région sucrière de Matanzas, avait acquis ces terrains (et leurs onze plantations) en 1870 : dans ce foyer de l'insurrection indépendantiste, la guerre avait peut-être provoqué la faillite de leur propriétaire⁵¹. Une société anonyme (la « Société agricole et industrielle des terrains du Nipe ») fut formée pour financer le projet : le conseil d'administration rassemblait la fine fleur de l'élite impériale espagnole⁵² ainsi que des hommes politiques français proches des grandes banques et bons connaisseurs de l'Algérie⁵³. Pour attirer les actionnaires parisiens, un livret fut édité en français vantant la richesse de la faune et de la flore locales⁵⁴. Son auteur avait aussi publié un « projet d'immigration » dont la publicité fut faite dans les journaux espagnols pour attirer les migrants⁵⁵.

Le plan de colonisation de Nipe (carte 1) laissait entrevoir des possibilités incomparablement plus ouvertes aux agriculteurs espagnols que celles qui se présentaient à la même époque aux migrants vers l'Algérie. Au cours des années 1870, les concessions foncières en Algérie furent en effet officiellement réservées aux Français ou aux naturalisés : l'accès des agriculteurs espagnols à la colonisation officielle, déjà difficile dans les décennies précédentes, leur fut définitivement barré⁵⁶. La seule solution pour sortir de leur condition de journaliers était de demander la naturalisation, ce que peu d'Espagnols entreprenaient, ou d'acheter la terre sur le marché privé, ce dont ils avaient rarement les moyens⁵⁷.

À Nipe, les migrants espagnols pouvaient devenir des *colonos*, un mot profondément piégé dans la Cuba post-esclavagiste. León Crespo de la Serna le savait fort bien, lui qui avait mis en place le *colonato* dans ses plantations de Matanzas et qui avait surmonté grâce à cela (à l'inverse des autres planteurs ruinés de la région) la fin de l'esclavage. Dans ce système, ceux qu'on appelait les *colonos* se chargeaient de produire la canne sur des terrains

51. *Sociedad agrícola e industrial de los Terrenos del Nipe*, Paris, C. de Mourgues, 1881, p. 5-6. Sur Crespo, cf. Laird W. Bergad, *Cuban Rural Society in the Nineteenth Century. The Social and Economic History of Monoculture in Matanzas*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 282.

52. *La Iberia*, 16/4/1881, p. 2 : Outre Crespo, le conseil d'administration était présidé par le Duc de la Torre (capitaine général de Cuba avant la guerre, président de la 1^{re} République dans sa phase autoritaire) et comptait aussi les sénateurs créoles José Güell y Renté et José Silverio Jorrín.

53. *Sociedad agrícola...*, *op. cit.*, p. 16, Louis Frémy, du « crédit territorial », le haut fonctionnaire Alfred Blanche, passé par le ministère de l'Algérie et des colonies en 1860, l'ancien préfet Isidores Salles, « administrateur de la Société des Chemins de fer Bone-Guelma ».

54. Germán González de Las Penas, *Étude générale des terrains appartenant à MM. Estéfani y Crespo de La Serna, situés dans la baie de Nipe (Cuba)*, Paris, C. de Mourgues, 1881.

55. Germán González Peñas, *Proyecto de Inmigración propuesto a los Sres Estéfani y Crespo, de Matanzas, para la población y explotación de los terrenos que poseen en la gran bahía de Nipe*, Habana, Imp. del Gob y Cap General, 1880 ; « Un proyecto de inmigración, *La Época*, 4 décembre 1879, p. 1.

56. Vizconde de Campo-Grande, « Saida' », *loc. cit.*, p. 388, mentionne le décret du 10 avril 1878. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*, p. 100.

57. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*, p. 350.

Carte 1. Plan de « colonisation » de la baie de Nipe

Les futures *Centrales* avoisinent les terrains cédés aux *colonos*, la ligne de chemin de fer projetée, et les terrains déjà cultivés par les habitants de Mayari.
Indicaciones sobre el plan de explotación que llevará acabo la Sociedad agricola industrial de los terrenos de Nipe en sus propiedades, Matanzas, Imp. Aurora del Yumuri, 1883, p. 16.

concedés : petits et moyens propriétaires ou locataires, ils portaient ensuite leur production à la *central*, l'énorme raffinerie à laquelle ils étaient liés par contrat, à Nipe comme à Matanzas⁵⁸. Le système du *colonato* rendait fictive l'autonomie du paysan, dépendant des marchés agricoles les plus intégrés au capitalisme mondialisé. En 1884, lors de l'effondrement des cours mondiaux du sucre, les banquiers parisiens retirèrent leurs capitaux de la Société de Nipe : son représentant à Cuba, Enrique Crespo, lié de toute évidence au propriétaire, se déchargea de ses responsabilités sur les actionnaires français⁵⁹. Plus personne ne fut en mesure d'honorer les termes du contrat qui avait poussé les *colonos* à engager 300 journaliers au total. Après avoir travaillé des mois et tenté de mobiliser les autorités locales en leur faveur, les journaliers puis les colons désertèrent les terrains.

Sur le papier certes, rien n'était plus éloigné que les deux chantiers de Nipe et de Saida. Là où le premier présentait l'agriculteur espagnol comme un pivot de la colonisation, lui confiant armes et terre pour défendre à travers

58. « *Indicaciones* », *op. cit.*, p. 4 et 9.

59. Archivo Histórico Nacional (AHN), Ultramar, 277, Exp. 4.

sa propriété celle de la patrie, le deuxième utilisait les bras espagnols comme pure force de travail, dans un cadre impérial qui leur conférait le moins de droits possibles. Mais les différences étaient moins criantes dans les faits. Dans aucun des deux contextes les migrants espagnols ne devenaient des paysans autonomes. On leur attribuait en revanche dans chaque cas, pas toujours explicitement, un rôle militaire. Les mêmes processus de démilitarisation et d'« assimilation » administrative avaient eu lieu en Algérie depuis 1871, et à Cuba depuis la Paix de Zanjón (1878). On orienta alors tant à Nipe qu'à Saida les travailleurs espagnols sur des sites dits « pacifiés » des deux colonies. Cette pacification restait cependant toute théorique : la région de Saida dans le grand Sud du département d'Oran n'avait jamais été occupée par l'armée ; elle comptait un seul timide poste militaire en 1881⁶⁰. Nipe se situait en *Oriente*, berceau des insurgés qui s'y réfugièrent en 1879⁶¹. À Saida comme à Nipe, les compagnies qui exploitaient ces territoires bénéficiaient du soutien intéressé des autorités coloniales : la présence de travailleurs agricoles permettait d'asseoir le contrôle de l'espace sans avoir recours à l'armée.

Les archives de la « rébellion » des colons de Nipe montrent l'échec de ce projet. Le propriétaire Crespo de la Serna, sénateur conservateur connu pour sa défense de la « Cuba espagnole », avait fait construire à Nipe une caserne de la garde civile et demandé au commandant d'Holguín, la petite capitale de province voisine, de constituer une milice de volontaires sur place, mais sa demande fut rejetée. Parmi les colons espagnols de Nipe, un seul faisait explicitement allusion à son statut de soldat licencié. Moins de la moitié des colons (huit sur dix-sept) venait d'Espagne⁶². Malgré les ponts d'or qu'on leur dressait pour « coloniser » l'*Oriente*, les migrants espagnols s'orientaient davantage vers les villes ou les régions de grande culture sucrière, là où leurs connaissances s'étaient établies, que dans cet *Oriente* créole peu doté en grandes plantations⁶³. L'objectif militaire, explicite dans le projet de colonisation de Nipe⁶⁴, s'avéra intenable dans un *Oriente* cubain peu attractif pour les Espagnols. À Saida en revanche, où les travailleurs espagnols vinrent par milliers, leur rôle dans la conquête du territoire n'était pas soutenu par les autorités françaises qui refusaient de les armer. Les Espagnols du tout proche village de Franchetti s'en plaignirent au consul un mois après le massacre : « on ne leur donnait comme armes que des matraques alors que les Français portaient des fusils », si bien qu'ils refusèrent d'assurer leur tour de milice⁶⁵.

60. Charles R. Ageron, *op. cit.*, p. 62.

61. « Pendant la "guerra chiquita" », *El Imparcial*, 22 octobre 1879, p. 2.

62. AHN, Ultr.277, Exp.4, imag. 51, « *contratos que se celebraran con los rebajados del Ejército* » ; imag. 121 a 192 : dépositions des colons ; imag. 59 sur la caserne et les volontaires. Sur Crespo et la politique, cf. « *noticias biográficas* », *Escenas contemporáneas*, 1883, n° 2, p. 151.

63. *Report...*, *op. cit.*, p. 99.

64. *Indicaciones sobre el plan de explotación que llevará acabo la Sociedad agrícola industrial de los terrenos de Nipe en sus propiedades*, Matanzas, Imp. Aurora del Yumurí, 1883, p. 5.

65. AGA, AE, 66/4124. Lettre du préfet d'Oran au consul d'Espagne le 1^{er} août 1881 et le 19 août 1881.

LES ESPAGNOL-E-S FACE AUX TRAVAILLEURS AGRICOLES LOCAUX

Selon J.-J. Jordi, les femmes espagnoles étaient absentes des rangs des journaliers saisonniers en Algérie et n'arrivaient que lorsque leur mari s'installait⁶⁶. Les archives consulaires sur le drame de Saida le démentent : les équipes de journaliers mobilisaient des femmes en grand nombre, des enfants et des parents plus âgés. Si les épouses accompagnaient leur mari, les célibataires venaient elles aussi travailler à la saison en Algérie⁶⁷. En 1885 et 1886, les femmes représentaient 25,4 % des voyageurs espagnols partant vers l'Algérie et 22,5 % de ceux qui rentraient. Ces proportions de femmes parmi les voyageurs baissèrent toutefois par la suite : entre 1891 et 1895, elles représentaient entre 18,3 % et 21,7 % des départs et entre 15,8 % et 20,8 % des retours⁶⁸.

La présence féminine était plus importante encore parmi les Espagnols installés en Algérie : elles représentaient 48 % des Espagnols recensés en Algérie en 1877⁶⁹, une proportion bien supérieure à celle qui concernait les populations d'Espagne métropolitaine installées à Cuba (qui passa quant à elle de 22,17 % en 1862 à 16,9 % en 1899). Cette baisse de la présence féminine à Cuba accompagnait le déclin relatif des Canariens parmi les migrants : seules les femmes des Canaries franchissaient l'Atlantique dans des proportions comparables aux hommes de leur région : en 1862, elles représentaient un tiers des migrants canariens contre 3 % des Asturiens⁷⁰. Les Galiciens, de plus en plus nombreux dans les campagnes cubaines après 1870, migraient à l'inverse presque exclusivement entre hommes pendant que les femmes soignaient les micro-propriétés familiales au pays⁷¹. Dans ce contexte, un journalier espagnol qui s'installait à Cuba pouvait difficilement fonder une famille avec une Espagnole, et en raison de la compétition entre hommes et du racisme, son alliance avec une créole blanche pouvait aussi s'avérer compliqué⁷². Comme l'entonnait une célèbre maxime indépendantiste : « l'Espagnol peut avoir à Cuba tout ce qu'il désire, sauf des enfants espagnols »⁷³.

En Algérie, l'importante présence féminine parmi les Espagnols installés favorisait davantage l'endogamie : dans les années 1880, la plupart des mariages unissaient des Espagnols entre eux, même si les unions entre

66. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*

67. cf. note 42 ; Vizc. de Campo-Grande, *loc. cit.*, p. 400.

68. *Estadística de la emigración*, *op. cit.*, 1891, p. 47.

69. Cristobal Botella, *El problema...*, *op. cit.*

70. Manuel Moreno et José Moreno, «Análisis comparativo...», *loc. cit.*, p. 500 et 505 ; *Report...*, *op. cit.*, p. 220.

71. Pilar Cagio, «Mujer y emigración en la historia contemporánea de Galicia: el caso americano (Cuba y el Río de la Plata)», in *Mujer y emigración: una perspectiva plural*, Univ. Santiago de Compostela, 2008, p. 227-250.

72. Verena Stolcke, *Racismo y sexualidad en la Cuba colonial*, Madrid, Alianza Ed (CUP 1974), 1992.

73. «Los Españoles pueden tener en Cuba todo lo que quieren, excepto hijos españoles» : Manuel Moreno et José Moreno, «Análisis comparativo...», *loc. cit.*, p. 502.

femmes espagnoles et hommes français étaient aussi relativement fréquentes. Après la loi de nationalité de 1889, l'administration locale utilisa dans les recensements la catégorie de « Français naturalisés » pour différencier les descendants d'Espagnols (Français en droit à leur majorité) des « Français de souche ». Les premiers se mariaient encore relativement rarement avec les derniers au début du XX^e siècle, époque où l'on continuait à les désigner couramment sous l'étiquette de « Néos » (pour néo-Français)⁷⁴. Plus procréatifs que les Français, les ménages espagnols avaient en Algérie une importante descendance d'Européens dont la citoyenneté restait incomplète : les « néos », encore très minoritaires parmi les élus locaux d'Oran au début du XX^e siècle, durent faire face à des flambées xénophobes (comme en 1898) tout en participant à la montée du vote et des violences antisémites en Algérie⁷⁵.

Les agriculteurs espagnols ne pratiquaient de toutes façons ni à Cuba ni en Algérie une agriculture familiale. Les journaliers de Saida avaient pour tâche de collecter l'alfa, une plante qui permet de produire de la pâte à papier et dont la demande britannique allait croissant. Intensivement exploitée dans le Levant espagnol au cours des décennies 1850-1870, elle y avait été décimée. La collecte de l'alfa se reporta sur les hauts plateaux de Saida, des territoires acquis par les autorités françaises auprès des tribus locales contre la promesse de respecter les espaces de pâturage extensif de leurs troupeaux⁷⁶. L'engagement fut vite oublié. Les aires de récolte de l'alfa où travaillaient les journaliers espagnols progressaient sur les hauts plateaux au détriment du système agro-pastoral extensif local, ce qui explique en partie pourquoi les insurgés de 1881 attaquèrent les migrants. Lorsque l'alfa de Saida fut épuisé, les Français blâmèrent les journaliers espagnols d'avoir arraché les racines des plantes avec leurs techniques archaïques⁷⁷. Dans le discours du colonialisme français, les mauvaises pratiques agricoles n'étaient pas seulement celles des populations musulmanes⁷⁸, mais aussi celles des journaliers étrangers employés par les entreprises françaises pour piller les ressources locales.

Les journaliers espagnols à Cuba employaient eux aussi des pratiques agricoles prédatrices. Tout au long du XIX^e siècle, le front de la canne à sucre avait progressé d'Ouest en Est en dévastant la forêt cubaine : on abattait les arbres afin de constituer des sols propices à la canne, d'alimenter en bois les moulins à sucre et de construire des chemins de fer⁷⁹. Après la guerre des Dix

74. Claudine Robert-Guiard, *Des Européennes en situation coloniale : Algérie, 1830-1939*, Aix-en-Provence, Université de Provence, 2009, p. 127 ; Guy Brunet, « Naissance d'une population européenne. Migration et nuptialité dans l'Algérie coloniale à la fin du Second Empire », *Popolazione e Storia*, 2012/2, p. 67-89. Sur ces catégories, cf. Charles-Robert Ageron, *Les Algériens...*, *op. cit.*, p. 579.

75. Jean-J. Jordi, *Les Espagnols...*, *op. cit.*, Germaine Dermenjian, *La crise anti-juive oranaise (1895-1905). L'antisémitisme dans l'Algérie coloniale*, Paris, L'Harmattan, 1979, p. 84.

76. Vizc. de Campo-Grande, *loc. cit.*, p. 400.

77. Juan B. Vilar, *Los Espanoles...*, *op. cit.*, p. 186.

78. Diana K. Davis, *Les mythes environnementaux de la colonisation française au Maghreb*, Champs Vallon, Seyssel, 2012.

79. Reinaldo Funes, *De bosque a sabana: azúcar, deforestación y medio ambiente en Cuba (1492-*

ans, les journaliers espagnols participèrent partout sur l'île à cette transformation accélérée de l'écosystème cubain. Le front de progression du sucre se situait désormais dans la région centrale de Santa Clara. Dans la municipalité sucrière de Camajuani fondée en 1879, on recensait par exemple 8 084 habitants en 1886 et 14 495 en 1899 (malgré la guerre). À cette date, les 3 167 Espagnols du village (22 % de la population contre 8 % en moyenne sur l'île) travaillaient pour plus d'un tiers sur les plantations locales⁸⁰. Défricher et couper la canne constituaient les deux activités agricoles majeures de cette génération de migrants, qui s'opposait à celles des petits paysans plus autonomes venus en famille lors des migrations précédentes, producteurs de tabac, de café, de maïs ou de patates douces. Moins intégrés à l'économie sucrière et menacés par son avancée, ces derniers développèrent des formes de conflictualité nouvelles après la première guerre d'indépendance, comme le banditisme rural auquel étaient associés de nombreux Canariens⁸¹. En 1895, l'explosion de la dernière guerre d'indépendance dans les campagnes de l'*Oriente* est présentée le plus souvent comme le fruit d'une opposition nationale et raciale entre Créoles et Espagnols. Une autre dimension mériterait d'y être ajoutée : celle des profonds conflits écologiques et sociaux qui prirent racine dans la Cuba rurale post-esclavagiste, entre deux générations différentes de migrants espagnols.

*

Les campagnes du littoral espagnol s'intégrèrent à la fin du XIX^e siècle aux marchés mondiaux de produits et de travailleurs agricoles, et aux circuits d'information et de transport les plus rapides⁸². Contrairement aux autres migrants européens dont seule une minorité se dirigeait vers des territoires coloniaux⁸³, les migrants espagnols privilégiaient ces destinations, et tout particulièrement l'Algérie et Cuba⁸⁴. Les différences entre ces deux groupes de migrants, en grande partie composés de journaliers saisonniers, s'avèrent moins décisives qu'on ne l'imagine : ceux qui se rendaient en Algérie n'étaient pas des miséreux ignorants fuyant leurs campagnes ; ceux qui partaient à Cuba ne réalisaient pas tous leur rêve de l'opulence américaine. Dans les deux territoires, les travailleurs agricoles hommes et femmes (plus nombreuses en Algérie), participaient à l'avancée de fronts de colonisation

1926), México, Siglo XXI, 2004.

80. Pour 1886, cf. Rafael del Castillo, *Gran diccionario...*, *op. cit.*, p. 477. Pour 1899, cf. *Report...*, *op. cit.*, p. 219 et 429-430 ; Juan M. Gómez, *Camajuani: la plantación azucarera en el siglo XIX*, Santa Clara, Capiro, 2001.

81. Manuel de Paz, *El bandolerismo en Cuba, 1800-1933: Presencia canaria y protesta rural*, La Laguna, centr. cult. pop. canaria, 1993.

82. José C. Moya, *Cousins and Strangers. Spanish Immigrants in Buenos Aires, 1850-1930*, Berkeley-Los Angeles, University of California Press, 1998.

83. Pierre Singaravélou, « Des empires... », *loc. cit.*, p. 129.

84. *Estadística de la emigración...*, *op. cit.*, 1898, p. 14.

agricoles et militaires, et à la mondialisation des échanges. S'organisant selon des formes relativement traditionnelles de migration saisonnière réinvesties sur des échelles mondialisées, ils tentaient d'utiliser les dynamiques coloniales à leur profit sans toujours y parvenir. L'accès à la terre et à l'autonomie politique et économique constituait un horizon plus qu'une réalité pour ces agriculteurs, voués à un salariat plus ou moins déguisé et dont la descendance, créole ou « néo-française », n'accédait à la citoyenneté en droit que pour s'en sentir marginalisée dans les faits. Dans ce contexte, la confrontation de ces groupes avec les élites coloniales qui leur imposaient ces situations risquait de devenir tout aussi explosive que leurs conflits avec les paysans plus anciennement installés, menacés par leur présence. Que le territoire appartienne à un empire ou à un autre, les migrants vivaient et travaillaient avant tout sur les multiples lignes de faille des sociétés coloniales : cherchant à profiter des fronts pionniers ouverts par l'impérialisme européen, ils se retrouvaient pris dans le jeu de « l'administration de la différence » qui régnait dans les colonies. Travaillant à la transformation profonde des agricultures et des sociétés locales, ils contribuaient aussi à faire de ces territoires des lieux potentiellement explosifs pour leur métropole.

*Jeanne Moisand est maîtresse de conférences
à l'Université Paris 1 (Centre d'histoire du XIX^e siècle)*